

Rima Abdul Malak, ministre de la culture, accusée de vouloir priver C8 et Cnews de leurs fréquences et de ne pas respecter l'indépendance de l'ARCOM



Article rédigé par *Fdesouche*, le 12 février 2023

Source [Fdesouche] : Faut-il supprimer C8 et CNews ? Aujourd'hui, l'avenir incertain de deux chaînes de télé... Et si dans deux ans C8 et CNews étaient éjectées de nos postes de télé ? Comme ça, en un claquement de doigts ? Plus rien sur la 8 et plus rien sur la 16 ! Terminé Cyril Hanouna, terminé Pascal Praud.

C'est une véritable menace et c'est la ministre de la Culture elle-même qui l'a lancée hier.

Je vous donne le contexte : Rima-Abdul Malak s'exprime dans Le Monde. Arrive une question sur les débordements de "Touche pas à mon poste". Est-ce que les réponses apportées par l'Arcom, le régulateur de l'audiovisuel, lui semblent suffisantes ?

Extrait de la réponse de la ministre : "L'Arcom est intervenue une vingtaine de fois à propos de C8 et de CNews... L'autorisation d'utilisation gratuite de leurs fréquences s'accompagne d'obligations" et c'est là que ça devient très intéressant : "Lorsqu'on arrivera, en 2025, au moment de l'analyse de leur bilan pour la reconduction de leurs autorisations de diffusion, l'Arcom saura regarder comment elles ont respecté ces obligations".

L'Arcom SAURA regarder. Manière diplomatique de dire : l'Arcom DEVRA regarder si C8 et CNews ont respecté leurs obligations.

C'est la première fois que le gouvernement prend une telle position ; c'est totalement inédit ! Aucun des précédents dérapages de Cyril Hanouna n'avait provoqué de telles menaces.

Mais ces derniers mois, l'animateur s'est dépassé.

Rapide rappel des faits

Il y a l'émission qui suit le meurtre de Lola, la jeune adolescente de 12 ans. Hanouna appelle en direct à une justice expéditive. Je le cite : "c'est perpétré directement, il n'y a même pas de discussion"...

Quelques semaines plus tard : bordée d'insultes contre le député insoumis Louis Boyard... "Ferme ta gueule", "Grosse merde"... Démagogie et grande classe !

Et c'est comme ça que celui qui revendique échanger des SMS avec Emmanuel Macron se retrouve dans le viseur du gouvernement.

Retrouver l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)

12/02/2023 01:00